PRÉFET
DE L'YONNE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
17 rue de la Plaine des Isles
89000 Auxerre

Auxerre, le 15/05/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2024

Contexte et constats

Publié sur GÉORISQUES

TOURSOR-SIRLAM
2 allée de Passy
89510 Véron

Références : / 240218
Code AIOT : 0005401271

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2024 dans l'établissement TOURSOR-SIRLAM implanté 2 allée de Passy BP 2 Z.I. 89510 Véron.
La visite se déroule dans le cadre de l'Action Régionale de la DREAL Bourgogne Franche-Comté ESP 2024 (Equipements Sous Pression)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOURSOR-SIRLAM
- 2 allée de Passy BP 2 Z.I. 89510 Véron
- Code AIOT : 0005401271 Installation : Avec Titre ☑ Sans Titre ☐
- Régime : E
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

TOURSOR - SIRLAM fabrique tous types de ressorts à froid à l'unité, en petite, moyenne et grande série pour les industries de tout secteur.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

• ESP AR 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
    - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
    - les observations éventuelles ;
    - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
    - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
    - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
    - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais

1	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Demande d'action corrective	3 Mois
2	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Demande d'action corrective	3 Mois
3	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Demande d'action corrective	3 Mois
4	Vérification des échéances de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Demande d'action corrective	3 Mois
6	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	Demande d'action corrective	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	
7	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'entreprise TOURSOR-SIRLAM doit se mettre en conformité vis-à-vis de la règlementation équipements sous pression en service sur son site. Ceux-ci sont entretenus régulièrement et ne présentent pas de risques immédiats apparents mais les prescriptions de l'Arrêté Ministériel du 20/11/2017 notamment sur la périodicité des inspections (IP) obligatoires ou des requalifications (RP) sont mal gérées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence reglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels - Liste des appareils à pression
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant a fourni une liste mais celle-ci n'est ni exhaustive ni conforme aux dispositions de l'arrêté du 20/11/2017. Il manque des équipements vus lors de la visite du site et les dates de requalification périodique ne sont pas indiquées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre à jour la liste des équipements sous pression en intégrant l'ensemble des équipements présents sur le site et en précisant les dates de requalification périodique.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 Mois

N° 2 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence reglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I

Thème(s) : Risques accidentels - Contrôle documentaire – Inspection périodique

Prescription contrôlée :
I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.
La période maximale est fixée au maximum à :
- 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;
- 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide.
Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,
Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

Constats :
Pour les 2 équipements sondés, la périodicité aurait dû être la suivante : 1ère IP (Inspection périodique) 3 ans après la mise en service, 4 ans pour les suivantes.
Les équipements ayant été mis en service en 2018, ils auraient dus subir leur 1ère IP en 2021, la suivante en 2025. Ces dates attendues ne correspondent pas à celles indiquées dans la liste fournie. La dernière IP est datée du 03/03/2023, le CR d'IP confirme cette date qui semble anticipée si la 1ère IP a bien eu lieu en 2021. L'exploitant n'a pas fourni de CR pour l'IP de 2021, l'inspection ne peut donc pas conclure sur la conformité en l'état.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit fournir les rapports d'IP réalisées en 2021.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 Mois

N° 3 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

Référence reglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17

Thème(s) : Risques accidentels - Contrôle documentaire – Inspection périodique

Prescription contrôlée :
I. - L'inspection périodique est réalisée :
- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;
- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.
II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.
III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.
Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.
L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.
Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.

Constats :
L'exploitant a fourni un rapport d'IP (Inspection Périodique) daté du 06/03/2023 réalisé par la société DEXIS. Ce rapport n'est pas jugé suffisant car son formalisme est trop limité et il ne fait aucune référence à l'arrêté ministériel du 20/11/2017. C'est ce document que l'exploitant avait joint à titre de CMS (Contrôle de Mise en Service) pour accompagner ses DMS (Déclarations de Mise en Service). L'inspection lui indique qu'il a confondu 2 documents qui n'ont absolument pas le même rôle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit se mettre en conformité en :
- faisant réaliser les CMS par un organisme habilité,
- faisant réaliser les IP par un organisme habilité.

Depuis la visite d'inspection, l'exploitant a fourni un bon de commande signé avec un organisme habilité afin de se mettre en conformité

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 Mois

N° 4 : Vérification des échéances de la requalification périodique

Référence reglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I

Thème(s) : Risques accidentels - Contrôle documentaire – Requalification périodique

Prescription contrôlée :
I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :

- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;
- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;
- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;
- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;
- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;
- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.

Constats :
La périodicité pour la requalification des 2 équipements sondés est de 10 ans. Les équipements ayant été mis en service en 2017 et 2018, la RP (Requalification Périodique) devrait être prévue en 2027 et 2028. Cette périodicité n'est valable que si l'équipement a bien été géré tout au long de sa vie ; à savoir, CMS (Contrôle de Mise en Service) et IP (Inspection Périodique) aux bonnes échéances. Ceci n'est pas le cas pour ces 2 équipements.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit se mettre en conformité en :
- faisant réaliser les CMS par un organisme habilité,
- faisant réaliser les IP par un organisme habilité,
ceci afin de pouvoir programmer correctement les dates des prochaines RP.

Depuis la visite d'inspection, l'exploitant a fourni un bon de commande signé avec un organisme habilité afin de se mettre en conformité

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 Mois

N° 5 : Analyse du compte rendu de requalification périodique

Référence reglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25

Thème(s) : Risques accidentels - Contrôle documentaire – Requalification périodique

Prescription contrôlée :
I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique.
Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.
II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.
III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.
La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.
Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.
L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.
IV.-Il est interdit :
-d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;
-dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.

Constats :
Pas de RP - Voir constat réalisé au point précédent.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 6 : Contrôle de l'état de l'équipement

Référence reglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2
Thème(s) : Risques accidentels - Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : […] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. […]
Constats : Les 2 équipements présentent visuellement un bon état général. Pas de déformation, bon état des supports, pas de fuite. Les plaques sont présentes et la lecture possible. Les caractéristiques correspondent à celles données dans la liste mais celle-ci manque de précision et devra être mise en conformité. Des équipements non-inscrits sur la liste sont vus lors de la visite, deux sécheurs d'air par réfrigération associés aux compresseurs dont un présente des caractéristiques associables à un équipement sous pression soumis à déclaration et IP/RP.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit faire appel à un organisme habilité afin de mettre l'ensemble de ses équipement en conformité avec les exigences de l'arrêté du 20/11/2017. *Depuis la visite d'inspection, l'exploitant a fourni un bon de commande signé avec un organisme habilité afin de se mettre en conformité.*
Respect de la prescription : !
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 Mois

N° 7 : Contrôle des accessoires de sécurité

Référence reglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I
Thème(s) : Risques accidentels - Adéquation des accessoires de sécurité
Prescription contrôlée : I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.
Constats : Accessoires intégrés aux compresseurs sondés.
Respect de la prescription : ✅
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :